

La réunion publique de Rennes, Halle Martenot, 21 janvier 2003

La réunion publique, ouverte par le préfet de la région Bretagne, Bernadette Malgorn, s'est déroulée en trois temps : en début de séance, Jean Bergougnoux, président de la commission particulière du débat public, a expliqué les règles et le sens du débat public. Le maître d'ouvrage (la direction régionale de l'Équipement et la direction de l'Aviation civile

Ouest) a, ensuite, présenté le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Enfin, un débat a associé les participants à la table ronde (partisans et opposants au projet) et le public ; le maître d'ouvrage a répondu aux questions orales et écrites formulées à cette occasion par le public).



Près de 450 personnes étaient réunies à la Halle Martenot de Rennes pour assister à la cinquième réunion du débat public sur le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Les débats ont duré plus de quatre heures (de 19 à 23 heures). Près de 150 questions écrites ont été remises à la commission particulière du débat public – ce qui porte leur nombre à plus d'un millier depuis le début du débat public.

À la table ronde figuraient :

- des élus : Marie-Joseph Bissonnier, président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, Ambroise Guellec, vice-président du conseil régional de Bretagne, Jean Normand, vice-président de la communauté d'agglomération de Rennes, Hervé Bréhier, conseiller général de Loire-Atlantique,

- des acteurs économiques : Yves Le Gourrierec, membre du CESR (conseil économique et social de la région) de Bretagne, Jean-Claude Hillion, président de la CCI de Rennes, Philippe Launay, de la CCI de Nantes, le général Fleury, ancien président d'Aéroports de Paris

et de l'Association mondiale des aéroports, Serge Michel, délégué régional de RFF (Réseau Ferré de France),

- des représentants d'associations : Jean-Paul Minier, président de Solidarités Écologie, Claude Bord, président de Bien Vivre à Vigneux, Joseph Caillaud, président de l'ACIPA (Association Citoyenne Intercommunale des Populations concernées par le projet d'Aéroport de Notre-Dame-des-Landes).

Jean-Paul Ourliac, directeur régional de l'Équipement des Pays de la Loire, Éric Sesboué, directeur de l'Aviation civile Ouest, Jean Peetson, chargé de mission Notre-Dame-des-Landes, Patrick Mouysset, délégué régional Pays de la Loire, direction aviation civile représentaient le maître d'ouvrage.

Les questions abordées par les intervenants et le public

Cette cinquième réunion du débat public était axée sur la perception des acteurs rennais et, plus largement des acteurs bretons, du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Comme lors de la réunion précédente du débat public organisée le 15 janvier à la Cité des congrès de Nantes, Joseph Caillaud, président de l'ACIPA, a réaffirmé la nécessité que le débat public soit « *ajourné* » ou du moins « *prolongé* ».

Ambroise Guellec : « *Le sort des Ligériens et des Bretons est tout à fait lié.* »

À travers le projet de Notre-Dame-des-Landes, « *le sort des Ligériens et des Bretons est tout à fait lié* », affirme le vice-président du conseil régional, Ambroise Guellec. « *Pour les Bretons, dit-il, le projet est important voire essentiel.* » « *La desserte du territoire, poursuit-il, est quelque chose de vital.* » Pour Jean-Claude Hillion, président de la CCI de Rennes, les « *territoires de l'Ouest sont trop éloignés* » du cœur de l'Europe, et ce d'autant qu'avec l'élargissement de l'Europe à l'Est, « *le centre de gravité va se décaler* », d'où la nécessité de réaliser des efforts de plus en plus importants en matière de politique de transports pour « *contribuer au désenclavement de ce territoire* ».

Par ailleurs, souligne le président de la CCI de Rennes, le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes n'entrerait pas en « *concurrence avec la plate-forme aéroportuaire de Rennes* ». Même constat pour Jean Normand, vice-président de la communauté d'agglomération de Rennes, pour qui le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes constitue un élément « *du développement et du désenclavement de l'Ouest* ». Enfin, pour Marie-Joseph Bissonnier, président du conseil général d'Ille-et-Vilaine,

« *la mondialisation est devant nous* ». À travers le projet de Notre-Dame-des-Landes, « *nous sommes là pour préparer l'avenir des générations qui vont nous suivre* ».

Notre-Dame-des-Landes demeure « un épiphénomène égoïste au bénéfice des Nantais ».

De nombreux intervenants s'interrogent, cependant, sur la pertinence du site de Notre-Dame-des-Landes pour la réalisation d'un aéroport à vocation interrégionale. Selon Jean-Paul Minier, président de Solidarités Écologie, cette nouvelle infrastructure va « *attirer des entreprises au profit de Nantes mais aux dépens de Rennes* ». Un ancien membre de la CCI de Rennes considère que « *le site de Notre-Dame-des-Landes à plus de 80 km de Rennes est très pénalisant* » et provoquerait un « *dépérissement de la région métropolitaine de Rennes* ».

Un intervenant dans la salle partage ce sentiment : « *Si cet aéroport a pour vocation le développement du Grand Ouest, il faut repenser le site.* » Notre-Dame-des-Landes demeure, en définitive, « *un épiphénomène égoïste au bénéfice des Nantais* ». Claude Bord, président de Bien Vivre à Vigneux, considère également que le site de Notre-Dame-des-Landes est « *trop éloigné de Rennes et de la Bretagne* » pour constituer l'un des éléments de son développement. « *Le site de Notre-Dame-des-Landes ne pourrait en aucun cas couvrir toute la région (...) pas plus que le grand Ouest.* » Il s'agit donc, selon le président de Bien Vivre à Vigneux de revoir le choix du site dans « *un espace élargi* » comprenant les régions Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes.

Claude Bord : « *Un troc entre mon avion et mon TGV* ».

De nombreux acteurs opposés au projet de Notre-Dame-des-Landes assurent par ailleurs que le soutien affiché par un groupe d'élus et d'acteurs socioprofessionnels bretons au projet de Notre-Dame-des-Landes est le fruit d'un « *marchandage* », d'un « troc entre mon avion et mon TGV » comme l'affirme Claude Bord.

Geneviève Chignac, conseillère régionale PS des Pays de la Loire regrette, quant à elle, « *les lacunes du dossier du débat public* » sur les questions de l'interrégionalité et de la coopération entre les agglomérations de Rennes et de Nantes, l'absence d'un réel débat politique sur « *l'intérêt d'un aménagement dit « structurant » pour l'ensemble du Grand Ouest* ».

Serge Michel : Il n'y a pas d'étude à ce jour

portant sur la desserte ferroviaire de Notre-Dame-des-Landes.

Certains intervenants ont fait part de leurs regrets que le dossier du débat public ne comporte pas une présentation de solutions « *alternatives* » ou « *complémentaires* » à l'aérien.

Pour sa part, Serge Michel, délégué régional de RFF, après avoir confirmé l'état d'avancement de la ligne à grande vitesse Paris-Rennes, a rappelé qu'il n'existait « *aucune étude à ce jour* » portant sur la desserte ferroviaire de Notre-Dame-des-Landes. En revanche, diverses hypothèses sont envisagées par RFF. Serge Michel a par ailleurs précisé que, au regard du coût que représenteraient de tels aménagements, de l'ordre de plusieurs centaines de millions d'euros, le projet d'aéroport, dont « *la vocation interrégionale* » est réaffirmée, ne pouvait « *justifier seul de tels investissements* ». ■